

COMMUNIQUE n° 20/97

Rwanda: Les massacres des populations civiles non armées continuent en Préfecture RUHENGARI et GISENYI dans le Nord du pays.

Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda dénonce et condamne les massacres perpétrés par les militaires de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) dans plusieurs villages du Nord du Rwanda. Ces militaires de l'APR ont pris prétexte des affrontements ayant opposé l'APR à un prétendu groupe "d'infiltrés" au Centre de négoce de Kadahenda, Secteur MWIYANIKE, commune KARAGO (Gisenyi) le 3 Mai 1997 pour mener des "opérations de représailles" contre des civils hutus non armés.

Les massacres perpétrés par l'APR en Commune KARAGO:

Le 3 Mai 1997 des éléments de l'APR ont tué dans le voisinage du Centre de négoce de Kadahenda 26 paysans hutus. Les affrontements avec des "infiltrés" ont eu lieu à 10 heures du matin, et ces personnes ont été massacrées vers 17h.

Le 5 Mai 1997, dans le même secteur de MWIYANIKE, sur la colline de Rurambo, les militaires de l'APR ont tué 10 personnes.

Le 10 Mai 1997, à l'occasion d'une fouille organisée et effectuée par des soldats de l'APR, 26 personnes ont été tuées dans le Secteur NANGA, sur la colline appelée Kinyanja. Un adjudant chef, ex-agent de la Présidence sous le régime Habyalimana, a été tué dans la foulée avec les membres de sa famille.

Le même jour (10/5/97), ont été tuées 5 personnes dans la cellule CYAMABUYE.

Le 17 Mai 1997: Dans le secteur RAMBURA les militaires de l'APR ont tué 15 personnes sur la colline de RUHIGIRO près du centre scolaire.

Le 8 Juin 1997: Au lendemain des violents combats ayant opposé l'APR à des éléments infiltrés sur la colline de BIRUNGA, secteur NANGA, les soldats de l'APR ont cerné une Eglise Protestante sise dans la cellule CYAMABUYE, et ont massacré tous les fidèles pendant leur office religieux: 120 tués.

Le même jour (8 juin 1997), ils ont tué dans la même cellule 38 personnes à leur domicile. Ces 38 morts ont été recensés dans les deux sous-cellules (circonscription regroupant environ 10 familles) dirigées l'une par un certain MUREGO et l'autre par un certain RUSENGAMIHIGO (appelés "Nyumbakumi"= 10 maisons).

Parmi les morts, un vieillard de 85 ans du nom de BAGABO et une vieille femme de 90 ans du nom de KAJE.

Le 5 juillet 1997: Les militaires de l'APR ont tué deux jeunes gens dans le secteur GAKARARA, commune Karago, tous deux fils d'un nommé MUKUNZI. Les deux jeunes gens vivaient dans la même maison avec un troisième jeune homme de l'ethnie tutsie, qui lui n'a pas été inquiété. Les deux jeunes gens ont été tués à coups de houes usagées (*udufuni*).

Avant la guerre l'un d'eux exerçait le métier d'enseignant, l'autre était un agent de la Banque Commerciale du Rwanda.

Les massacres perpétrés par l'APR en Commune NKULI (Ruhengeri):

Le 13 juillet: Les militaires de l'APR ont tué, dans le secteur GITWA, commune NKULI, le Pasteur KAREKEZI de l'Eglise Adventiste de Rwankeri avec sa femme, une visiteuse et deux (2) enfants qui vivaient sous le même toit.

La nuit du 17 juillet 1997: Au centre de négoce de JENDA en commune Nkuli, les militaires de l'APR ont attaqué la maison de NGIRABABO qui, en plus de son épouse et ses quatre (4) enfants, cohabitait avec un tutsi du nom de KABANDA ainsi que son épouse et ses enfants. Les militaires de l'APR ont massacré NGIRABABO, son épouse et ses 4 enfants. Ils ont épargné Kabanda, son épouse et ses enfants.

La même nuit (17 juillet 1997), toujours au Centre de négoce de JENDA, les militaires de l'APR ont tué un certain RURANDEMBA, ses deux enfants et sa belle fille.

Aux dires des témoins, aucun tutsi ne s'est présenté aux obsèques de toutes ces personnes massacrées par l'Armée Rwandaise au Centre de JENDA.

Massacres en commune NYAMUGALI (Ruhengeri) :

Le 7 juillet 1997, BIZIMANA Raphaël, un commerçant important, a reçu à son domicile une patrouille de militaires APR qui l'a tué sur place. Sa femme, un de ses enfants et tous ceux qui étaient présents ont été arrêtés et conduits vers une destination inconnue.

A la même date (7 juillet 1997) à Nyamugali dans la même région, le docteur en mathématiques François MUNYAMARERE a reçu le soir un groupe de militaires APR qui l'ont abattu froidement avec son épouse et ses enfants. Il s'était rapatrié en novembre 1996.

Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda rappelle que depuis Juin 1996, les chefs militaires extrémistes tutsis avaient introduit la "*formule des infiltrés hutus*" dans les préfectures de RUHENGERI et GISENYI juste après que le "*pouvoir occulte*" des extrémistes eût forcé, **par des manifestations hostiles et des agressions:**

- **le départ** des Soldats de la Mission de l'ONU au Rwanda (MINUAR II) en Avril 1996
- **l'expulsion** de 38 ONGS humanitaires et la suspension de 18 autres le 6 décembre 1995;

L'APR continue de semer la mort et la terreur dans tout le pays. Les journalistes indépendants qui dénonçaient les abus du Régime de Kigali, **ont été tués, emprisonnés ou intimidés par tous les moyens.** Un des derniers journalistes indépendants, HAKIZIMANA Appolos, a été abattu de deux balles dans l'oreille dans la nuit du 27 au 28 avril 1997. Un autre, NKULIZA Amiel, a été arrêté le 13 mai 1997 juste après la saisie arbitraire de son journal "LE PARTISAN" par le Procureur de Kigali, E. Rukangira, le 6 mai 1997. Amiel demeure détenu dans la prison de Kimironko à Kigali sans enquête.

Par des assassinats politiques des anciens opposants au Régime du MRND, le "*pouvoir occulte*" vient d'installer le terrorisme d'Etat dans tout le pays. Même des tutsis modérés n'osent plus ouvrir la bouche pour dénoncer "**les actes de génocide**" inacceptables sous n'importe quel prétexte. Toutefois ils se contentent de dénoncer discrètement ce qui se passe dans le pays et surtout dans le Nord et l'Ouest du Pays.

Le Centre appelle les Etats Occidentaux, en particulier **les Etats-Unis d'Amérique et l'Afrique du Sud**, qui soutiennent aveuglement le Régime de Kigali, à faire fermement pression sur les chefs militaires de l'APR, **détenteurs réels** du pouvoir à Kigali, afin de faire cesser **ces actes de génocide.**

Pour le Centre, **MATATA Joseph**, Coordinateur